

comité serait présidé par un ministre d'État qui serait responsable de la politique scientifique. Si l'on a mentionné le Comité du Conseil privé responsable des recherches scientifiques et industrielles, c'est qu'il s'agit là de l'appellation traditionnelle d'un des comités du Cabinet.

Le mémoire de *L'Aluminum Company of Canada* fait état de la nécessité qu'il y a d'une autorité en matière de coordination et suggère que celle-ci pourrait être «organisée à la façon d'un ministère de la Science et de la Technologie. Mais ce qui est d'une suprême importance en cette ère de complexité croissante, c'est la certitude que l'on nous assure une autorité capable de prendre les moyens et les dispositions nécessaires pour maximiser l'apport général des organismes gouvernementaux.»<sup>169</sup> Le mémoire de la *Canadian Industries Limited* rappelle que tout ministre des sciences aura besoin d'autorité:

«Ce qui nous préoccupe, c'est l'établissement et le maintien d'une approche concertée vis-à-vis de la politique scientifique par les grands et les puissants ministères du gouvernement qui, de toute évidence, s'intéressent à d'autres questions importantes qui ne touchent pas à la science, mais qui peuvent inconsciemment gêner la politique scientifique. On peut se demander si ce travail de coordination peut être accompli par un ministre de la science ou dans le cadre d'un programme scientifique, à moins qu'il ne relève, dans une certaine mesure d'une autorité centrale évidente...»<sup>170</sup>

La responsabilité parlementaire n'a pas été oubliée. La *Chartered Institute of Secretaries of Joint Stock Companies* ainsi que d'autres corps publics du Canada ont demandé: «qu'on étudie la possibilité d'établir, en temps opportun, un ministère des sciences qui aura pour tâche de conseiller le Parlement et de lui rendre compte de toute activité scientifique au Canada.»<sup>171</sup>

#### CONCLUSION

Les témoignages présentés tant par l'industrie que par d'autres organismes privés sur les sujets traités dans le présent chapitre, sont essentiellement semblables à ceux que nous ont soumis les représentants du secteur gouvernemental. Ils indiquent que l'information scientifique et technologique au Canada, sur ce qui se passe ici ou ailleurs, est insuffisante. Ils estiment qu'il se fait peut-être trop de R – D au sein des laboratoires gouvernementaux et que le gouvernement canadien pourrait faire beaucoup plus pour stimuler la recherche, le développement et l'innovation dans l'industrie. Les témoignages font également état d'un manque de coopération entre les participants à la R – D et d'une pénurie d'effectifs scientifiques dans plusieurs secteurs. Sur ce dernier point, l'industrie privée n'a pas manqué de s'interroger sur la